

4 Économie

Retour du Gabon à l'Initiative sur la transparence dans les industries extractives (ITIE) État des lieux, difficultés de mise en œuvre et perspectives

Innocent M'BADOUA
Libreville / Gabon

Lors de la session de formation des ONG gabonaises et équato-guinéennes sur l'ITIE, la présentation faite hier par Nicaise Moulombi, membre de la société civile gabonaise, de la note élaborée par le président du groupe d'intérêt EITI/ITIE Gabon, Michel Antseleve, montre la nette intention du Gabon de revenir dans cette initiative après son exclusion.

LA prise de conscience des enjeux environnementaux et sociaux globaux et des défis sur le plan de la gouvernance a conduit à des réformes structurelles profondes ayant permis, notamment, de fixer le cadre général du secteur extractif à travers une politique de responsabilité industrielle, environnementale et sociale des entreprises, a dé-



Nicaise Moulombi (2e à gauche) présentant l'état des lieux de l'ITIE Gabon aux...

claré Emmanuel Eyeghe, directeur de cabinet du ministre de l'Économie, qui a ouvert les travaux de la formation des Organisations non gouvernementales (ONG) sur la transparence dans les industries extractives. Selon lui, « le Gabon, conscient des enjeux environnementaux et sociaux globaux et des défis sur le plan de la gouvernance, a entrepris des réformes structurelles profondes ayant permis, notamment, de fixer le cadre général du secteur extractif à travers une politique de responsabilité industrielle, environnementale et

sociétale des entreprises. » Aussi, est-il revenu sur la genèse de l'Initiative sur la transparence dans les industries extractives (ITIE) au Gabon. « L'examen de l'état des lieux de la mise en œuvre de l'ITIE au Gabon nous permet d'appréhender deux étapes particulières. La période de 2004 à 2013 a été consacrée à la création du groupe d'intérêt, à la publication de divers rapports ITIE ainsi qu'à la participation à diverses activités. Elle a permis d'expérimenter des approches et des méthodes dont les limites et les difficultés de mise en œuvre ont servi à tirer les principaux



... membres de la société civile de la Guinée Equatoriale.

enseignements, afin de mieux orienter le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle ITIE-Gabon réformée», a dit M. Eyeghe. **RETOUR** Malheureusement, cela n'a pas suffi et le Gabon a été exclu. Aujourd'hui, les autorités gabonaises tiennent à ce que le Gabon revienne dans l'ITIE, en ayant tiré les leçons du passé. La participation actuelle de sa société civile spécialisée sur la transparence dans les industries extractives, participe de cette stratégie. Ainsi, au terme du processus de renforcement des capacités des organisations de la

société civile assuré par le projet Remap-Cémac, financé par la coopération allemande GIZ, interviendra la désignation effective de leurs représentants au sein du groupe EITI / ITIE-Gabon ainsi que l'opération des organes statutaires. En effet, après le 27 février 2013, date de la radiation du Gabon lors des assises ITIE à Oslo, en Norvège, les principales actions menées ont permis la validation d'un plan de retour du Gabon, après deux ateliers nationaux. La définition d'un nouveau cadre institutionnel, composé de trois organes (le groupe multipartite, le

groupe de travail et le groupe d'éthique indépendant), comme l'exige l'ITIE, et la participation du Gabon aux rencontres de l'ITIE en qualité d'observateur, sont les éléments qui semblent corroborer cette volonté de retour. Ce plan de retour est axé sur les actions qui devraient se réaliser sur une période de 18 mois. Il s'agit, notamment, de rendre opérationnel le nouveau cadre institutionnel (bureau et secrétariat technique), de désigner et d'impliquer effectivement les membres de la société civile. Autres phases de ce retour, la mobilisation financière à cet effet, les actions de communication-sensibilisation et de dissémination reposant sur la mise en œuvre d'un plan de communication, la sensibilisation et le renforcement des capacités des ONG. Il faut aussi mentionner l'impératif de développer une politique de publication et de divulgation des permis dans le cadre des cadastres pétrolier et minier, etc.

Militer pour la transparence dans les industries extractives

Droits et devoirs des ONG, contrôle social par les médias

I. M'B.
Libreville / Gabon

DEPUIS mardi, Paul Dehoumon, formateur, et les participants représentant les organisations de la société civile membres des comités ITIE du Gabon et de la Guinée Équatoriale ont échangé sur des thèmes spécifiques susceptibles de les rendre encore plus performants dans leurs activités visant à réclamer et obtenir plus de transparence dans les industries liées à l'extraction des

matières premières, dans leurs deux pays respectifs. Aussi, les membres des ONG ont-ils intégré le fait que s'ils ont des droits, ils ont aussi des devoirs. A ce titre, s'il convient des réclamer des droits, encore faut-il à cette société civile d'être utile pour la communauté et respecter elle aussi le droit. « Si vous occupez la route pour manifester, sachez aussi que la femme qui est enceinte et qui doit se rendre à l'hôpital a aussi le droit de circuler sur cette même route. La prise en compte du droit d'un autre citoyen vous fera occuper une partie de la



Paul Dehoumon (micro), formateur, a insisté sur la responsabilité et la collaboration comme un des axes stratégiques de survie pour les ONG.

route et laisser l'autre à la circulation des autres citoyens», a indiqué Paul Dehoumon.

C'est de cette manière que la société civile se fait responsable et participe à la

construction et au développement de la communauté. A travers deux autres thèmes, en rapport avec la presse et les médias, les ONG ont aussi appris comment faire des hommes de médias et de leurs organes d'informations, des alliés indispensables à un meilleur contrôle social de leurs propres actions en tant que société civile, à un contrôle des activités des entreprises extractives et des gouvernements. Aussi, les participants à cette formation ont-ils retenu qu'il faut, dans toute campagne de presse, tenir

compte de la cible de l'organe de presse et de sa ligne éditoriale, de sa spécificité (rurale, urbaine, etc.), de son audience, mais aussi du contexte juridico-politique, de l'intensité démocratique de l'environnement dans lequel le journaliste évolue, de l'influence des milieux économiques et étrangers, etc. Autant d'éléments à prendre en compte pour plus d'efficacité dans la vulgarisation, la dénonciation ou la sensibilisation aux enjeux d'une nécessaire transparence dans les industries extractives en zone Cémac.

Haut débit

Le gouvernement à la recherche d'une stratégie nationale

F.A.
Libreville/Gabon

EN collaboration avec Volving Consulting, le ministère de l'Économie numérique, de la Communication, de la Culture et des Arts, a ouvert, mardi dernier, à Libreville, les ateliers sur la stratégie nationale de promotion de

l'usage du haut débit. Selon les organisateurs, cette série d'ateliers qui s'achève demain, doit réunir les parties prenantes, les acteurs du public et privé et les citoyens au tour de la thématique de la stratégie nationale du haut débit et sa mise en place sur l'ensemble du territoire national. « Durant ces ateliers, on va

présenter les différents travaux de notre équipe à savoir la cartographie des infrastructures numériques, les applications transformelles et discursives, la régulation pour le service universel et la mise en place de la gouvernance numérique. Celle-ci devrait nous conduire vers l'alphabétisation numérique des populations en vue de parvenir à

un document final qui va être mis en œuvre au niveau du Gabon », a indiqué Reine Es-sobmadje, experte consultante de Volving consulting. Les participants à ces ateliers pourront échanger leurs expériences, et faire le point sur l'état des lieux des infrastructures numériques au Gabon. Ils débâteront également de

la mise en évidence d'une part du dossier numérique entre les territoires afin de dresser un panorama complet, et d'autre part jetteront les bases d'une future interconnexion du haut débit. « C'est une stratégie qui est globale. Mais dans cette stratégie, on souhaite vraiment qu'au niveau du Gabon, on ait un vrai écosystème d'innova-

teurs locaux, c'est-à-dire des gens qui produisent des contenus ; des jeunes qui décident d'aller numériser le patrimoine artistique et culturel du Gabon pour le vendre sur internet ; d'autres qui s'engagent à élaborer des dictionnaires en langues locales et française pour les mettre ensuite à la disposition des internautes », a-t-elle ajouté.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 25/04/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0848	1USD =	604,680	1 USD	622,821	CAC 40	25/04/2017	5266,56
		CAD	1,4570	1CAD =	450,211	1 CAD	463,717	DOW JONES	25/04/2017	20 739,93
		JPY	119,6700	1JPY =	5,481	100 JPY	5,646			
		GBP	0,8483	1GBP =	773,261	1 GBP	796,458			
		CHF	1,0806	1CHF =	607,030	100 CHF	625,24			
		ZAR	14,0639	1ZAR =	46,641	100 ZAR	48,04			
		MAD	10,7959	1MAD =	60,760	1 MAD	64,15			
		CNY	7,4691	1CNY =	87,823	1CNY	90,46			
		KES	110,9600	1KES =	5,912	1KES	6,09			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
25 Avril 2017: 51,66		

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>